

Deuxièmement, les relations bilatérales se développent toujours selon une certaine affinité culturelle. Notre attrait pour l'Afrique trouve certainement une partie de son fondement dans ce que nous partageons un trait commun: les mêmes "mères patries". Notre appartenance au Commonwealth nous a certainement appris à mieux connaître l'Afrique anglophone; la langue et la culture françaises nous ont rapprochés de l'Afrique francophone, et nous ont amenés à jouer un rôle important dans l'ACCT. Et en plus, nous croyons qu'il est dans notre intérêt propre de projeter le caractère bi-culturel du Canada à l'étranger.

Troisièmement, à côté des relations bilatérales, les Canadiens attachent une importance considérable aux institutions multilatérales. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, Monsieur Clark, le redisait encore la semaine dernière à la tribune de l'ONU en suggérant un certain nombre de moyens susceptibles de donner une efficacité plus grande à cette organisation mondiale. A côté de celle-ci, le Commonwealth et la Francophonie dont je viens de parler contribuent en de nombreuses façons à intensifier et à diversifier nos relations avec l'Afrique. Et j'évite l'énumération des institutions multilatérales dont nous sommes membres actifs: mais c'est un fait que le Canada n'aurait pu s'épanouir sans elles.

Quatrièmement, le Canada fait face à une série de contraintes dont il doit tenir compte s'il veut être réaliste dans son action. Contraintes budgétaires d'abord, qui l'obligent à une concentration tant en terme du nombre de pays où il peut prétendre exercer une activité efficace que des domaines où s'exerce cette activité et qui correspondent à ceux où il a acquis une compétence reconnue sur la scène mondiale. Contrairement à d'autres pays plus peuplés ou ayant acquis au cours des siècles une plus vaste connaissance des pays du tiers monde, le Canada ne possède pas encore suffisamment de gestionnaires possédant l'expérience nécessaire à la conduite de projets mis en oeuvre dans des contextes géographique, culturel et économique différents des siens. D'où l'importance de plus en plus grande que nous voulons attribuer aux organisations non-gouvernementales dont certaines possèdent parmi leurs cadres l'expérience de gens ayant passé une bonne partie de leur vie en Afrique, en Asie ou en Amérique latine.

Cinquièmement, on assiste depuis quelques années à un intérêt de plus en plus grand de la part des gens d'affaires canadiens à prendre pied sur le continent africain. Certes, les chiffres sont encore modestes mais leur progression est significative. Que l'on songe que sur une période de cinq ans,